

ECO *By Lodj* BUSINESS

04
Mai
26

www.lodj.ma

PME

TPE

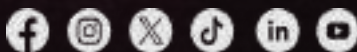
STARTUP

EMPLOI, QUEL EMPLOI ?

ON NE VOIT RIEN VENIR...



@lodjmaroc



EDITO

EMPLOI, QUEL EMPLOI ? ON NE VOIT RIEN VENIR...

- 1- Maroc : la croissance revient, mais l'emploi reste introuvable
- 2- 215.000 emplois manquants par an : le chiffre qui dérange
- 3- Investir beaucoup, employer peu : le paradoxe marocain
- 4- Public partout, privé trop faible : qui doit vraiment créer l'emploi ?
- 5- Des entreprises nombreuses, mais trop petites pour embaucher
- 6- Le "missing middle" marocain : ces PME qui ne grandissent jamais
- 7- Productivité faible, salaires faibles : le cercle vicieux du travail marocain
- 8- Les jeunes diplômés face au grand déclassement
- 9- NEET, chômage, découragement : la jeunesse sortie des radars
- 10- Femmes et emploi : le plus grand gisement économique inexploité
- 11- Quand les femmes entreprennent, elles embauchent plus de femmes
- 12- Sécheresse et exode silencieux : les emplois ruraux disparaissent
- 13- Informel : l'emploi existe, mais il ne protège pas
- 14- Crédit, délais de paiement, concurrence : pourquoi les bons employeurs restent bloqués
- 15- 1,7 million d'emplois possibles d'ici 2035 : scénario réaliste ou promesse technocratique ?
- 16- Transformer la croissance en emplois visibles : le vrai test marocain d'ici 2035

ECO
BUSINESS

By Ladj



Imprimerie Arrissala

64

MAI | 2026

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : LYCHA JAIMSSY MBELE - MAMOUNE ACHARKI
MAMADOU BILALY COULIBALY

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN

WEBDESIGNER / COUVERTURE / ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



By Lady

BILAN SOCIAL MEDIA

1ER TRIMESTRE 2026

+100 MILLIONS
DE PERSONNES TOUCHÉES



INSTAGRAM

- 67,23 M VUES (+378,7%)
- 163 270 ABONNÉS (+13,9%)
- 942 000 INTERACTIONS



FACEBOOK

- 34,8 M VUES (+53,4%)
- 418 819 ABONNÉS
- 127,1K INTERACTIONS



YOUTUBE

- 3,5 M VUES
- 1,19 M ABONNÉS



TIKTOK

- 1,4 M VUES (-40,2%)
- 172 700 ABONNÉS

**INSTAGRAM EXPLODE, FACEBOOK CONSOLIDE,
TIKTOK FLÉCHIT, YOUTUBE STABLE.**

EDITO

EMPLOI, QUEL EMPLOI ? ON NE VOIT RIEN VENIR...

Le Maroc parle beaucoup de croissance. Il parle d'investissement, d'infrastructures, d'industrie, de Coupe du monde 2030, de transition énergétique, de digitalisation, de régions, de compétitivité. Tout cela est réel. Tout cela compte. Mais une question revient avec insistance, dans les familles, les cafés, les universités, les zones industrielles, les campagnes et les quartiers populaires : où sont les emplois ?

Ce dossier spécial de L'ODJ Économie, daté du 1er mai 2026, part de cette interrogation simple, presque brutale : emploi, quel emploi ? Car le pays avance, mais beaucoup de Marocains ne voient rien venir. Les chiffres macroéconomiques peuvent rassurer, les projections peuvent séduire, les grands chantiers peuvent impressionner. Mais le marché du travail, lui, reste le juge de paix.

Le paradoxe marocain est désormais bien identifié. Le Maroc investit beaucoup, construit beaucoup, réforme beaucoup. Pourtant, la création d'emplois reste insuffisante, surtout lorsqu'il s'agit d'emplois formels, stables, productifs et correctement rémunérés. La croissance revient, mais elle ne descend pas toujours jusqu'aux ménages. Elle se voit dans les infrastructures, moins dans les fiches de paie.

Le rapport de la Banque mondiale publié en avril 2026 sur la croissance et l'emploi au Maroc apporte une matière précieuse à ce débat. Il ne nie pas les progrès du Royaume : stabilité macroéconomique, modernisation des infrastructures, émergence de nouvelles industries, amélioration du capital humain. Mais il souligne une faiblesse centrale : depuis plus de deux décennies, l'économie marocaine ne crée pas assez d'emplois pour absorber pleinement sa population active potentielle.

Derrière ce constat se cache une réalité plus profonde. Le modèle de croissance marocain a longtemps reposé sur l'accumulation de capital, notamment public. Ce choix a permis de transformer le pays. Mais il n'a pas suffisamment produit de gains de productivité, ni libéré un tissu dense d'entreprises capables de grandir, d'embaucher et de mieux payer. Beaucoup de PME restent petites. Beaucoup de jeunes diplômés restent déclassés. Beaucoup de femmes restent hors du marché du travail. Beaucoup de travailleurs ruraux quittent l'agriculture sans trouver une vraie insertion urbaine. Et l'informel continue d'absorber ceux que le formel ne sait pas accueillir.

Ce dossier ne cherche pas à noircir le tableau. Il refuse aussi le discours facile de l'optimisme automatique. Il pose une question de fond : comment transformer la croissance en emplois visibles ? Comment passer d'un Maroc qui investit à un Maroc qui embauche ? Comment faire émerger des entreprises dynamiques, des salaires plus dignes, des trajectoires professionnelles crédibles, une meilleure participation des femmes et des jeunes ?

Les quinze articles réunis dans ce dossier explorent ces angles : déficit d'emplois, paradoxe de l'investissement, faiblesse du privé, PME bloquées, déclassement des diplômés, NEET, emploi féminin, sécheresse rurale, informel, crédit, concurrence et projections à l'horizon 2035.

En ce 1er mai 2026, journée symbolique du travail, L'ODJ Média ouvre donc un débat nécessaire. Non pas seulement sur le chômage, mais sur la qualité du modèle économique qui produit – ou ne produit pas – l'emploi.

Car une croissance qui ne crée pas assez d'emplois finit toujours par perdre sa force politique. Et un pays qui veut réussir 2030, puis 2035, devra répondre à cette question sans détour : les Marocains verront-ils enfin venir les emplois ?



MAROC : LA CROISSANCE REVIENT, MAIS L'EMPLOI RESTE INTROUVABLE

La question est simple, presque brutale : où sont les emplois ? Le Maroc affiche des signaux macroéconomiques encourageants, les investissements publics et privés repartent, les grands chantiers s'accélèrent, les perspectives liées à la Coupe du monde 2030 nourrissent l'optimisme. Et pourtant, dans les foyers, dans les quartiers, dans les petites villes, dans les campagnes comme chez les jeunes diplômés, une impression persiste : la croissance revient, mais l'emploi ne suit pas.

C'est tout le paradoxe soulevé par le rapport de la Banque mondiale *Scaling the Atlas: Growth and Jobs for a Prosperous Morocco*, publié en avril 2026. Le document reconnaît les acquis marocains : stabilité macroéconomique, infrastructures modernisées, montée en gamme industrielle, intégration progressive dans les chaînes de valeur mondiales. Mais il pointe aussi une faiblesse centrale : depuis plus de deux décennies, l'économie marocaine ne crée pas assez d'emplois pour absorber sa population active potentielle.

Le problème n'est donc pas seulement la croissance. Il est dans sa nature. Le modèle marocain a longtemps reposé sur l'investissement, notamment public, les infrastructures, les grands projets, les équipements, les zones industrielles, les ports, les routes, les plateformes logistiques. Cette stratégie a transformé le pays. Mais elle n'a pas produit suffisamment d'emplois directs, durables et correctement rémunérés.

Autrement dit, le Maroc a beaucoup construit. Mais il n'a pas encore assez embauché.

Le rapport insiste sur un point décisif : l'accumulation de capital a été le principal moteur de la croissance, tandis que les gains de productivité sont restés limités. C'est là que le bât blesse. Une économie peut investir beaucoup sans devenir beaucoup plus productive. Elle peut inaugurer des projets sans créer un tissu suffisant de PME dynamiques. Elle peut afficher des taux de croissance honorables tout en laissant une partie de sa jeunesse au bord de la route.

Ce décalage se voit dans la réalité sociale. Les jeunes diplômés cherchent des emplois à la hauteur de leur formation. Les femmes restent massivement sous-représentées dans le marché du travail. Les travailleurs ruraux, frappés par les sécheresses successives, quittent l'agriculture sans toujours trouver une vraie insertion urbaine. Quant à l'informel, il absorbe encore une grande partie de la main-d'œuvre, mais sans protection, sans stabilité, sans trajectoire claire.

La croissance marocaine devient ainsi une croissance à faible intensité d'emploi. Elle produit du PIB, mais pas assez de postes visibles. Elle améliore certains indicateurs, mais pas toujours les fins de mois. Elle rassure les tableaux macroéconomiques, mais elle ne calme pas l'inquiétude des ménages.

La question centrale devient alors : quel emploi voulons-nous créer ? Des petits boulots précaires ? Des emplois publics devenus impossibles à généraliser ? Des postes industriels limités à quelques bassins ? Des services faiblement productifs ? Ou bien des emplois formels, qualifiés, mieux rémunérés, portés par des entreprises capables de grandir ?



Le défi marocain n'est pas seulement de créer plus d'emplois. Il est de créer de meilleurs emplois, dans une économie où les entreprises productives peuvent croître, accéder au financement, recruter, exporter, innover et payer correctement leurs salariés.

Le rapport de la Banque mondiale ne dit pas que rien n'est possible. Au contraire, il affirme qu'un paquet cohérent de réformes pourrait générer des gains importants d'ici 2035. Mais il envoie un avertissement clair : sans transformation profonde du tissu productif, sans concurrence réelle, sans PME qui grandissent, sans inclusion des femmes et des jeunes, la croissance risque de continuer à passer au-dessus du marché du travail.



Le Maroc n'a donc pas un problème d'ambition. Il a un problème de traduction. Traduire l'investissement en productivité. Traduire la croissance en emplois. Traduire les grands chantiers en opportunités concrètes.

Car au fond, c'est cela que les citoyens attendent. Pas seulement des chiffres. Pas seulement des annonces. Pas seulement des perspectives. Mais une réponse tangible à cette question devenue centrale : emploi, quel emploi ? Pour l'instant, beaucoup ne voient toujours rien venir.

215.000 EMPLOIS MANQUANTS PAR AN : LE CHIFFRE QUI DÉRANGE

Il y a des chiffres qui résument mieux qu'un long discours le malaise d'un pays. Dans le cas du Maroc, celui-ci mérite d'être regardé en face : entre 2000 et 2024, l'économie nationale aurait créé en moyenne 215.000 emplois de moins par an que nécessaire pour maintenir le taux d'emploi stable. Plus inquiétant encore, ce déficit annuel serait monté à 370.000 emplois entre 2020 et 2024, selon le rapport de la Banque mondiale publié en avril 2026.

Ce chiffre n'est pas seulement statistique. Il est social, politique, familial. Il explique le découragement d'une partie des jeunes, l'explosion des attentes envers l'État, la pression sur les concours publics, la tentation migratoire, mais aussi la montée de l'informel comme solution de survie.

Le Maroc n'a pas cessé de croître. Il n'a pas cessé d'investir. Il n'a pas cessé de construire des infrastructures, de lancer des stratégies sectorielles, de moderniser certains pans de son économie. Mais il n'a pas créé assez d'emplois. C'est toute la différence entre une économie qui avance dans les indicateurs et une société qui ressent concrètement les fruits de cette avancée.

Le paradoxe est là : le pays a gagné en stabilité, en équipements, en attractivité industrielle, mais le marché du travail reste incapable d'absorber correctement la population en âge de travailler. La croissance existe, mais elle ne descend pas suffisamment jusqu'aux ménages. Elle circule dans les grands agrégats, mais se bloque dans les parcours individuels.

Ce déficit d'emplois a plusieurs causes. D'abord, l'économie marocaine reste fortement portée par l'investissement en capital, notamment public. Or les grands projets créent souvent beaucoup d'activité pendant leur réalisation, mais pas toujours assez d'emplois durables après leur livraison. Ensuite, le tissu productif est dominé par de très petites entreprises, peu capables de changer d'échelle et de recruter massivement.

À cela s'ajoute une faiblesse de productivité. Quand les entreprises ne deviennent pas beaucoup plus productives, elles ne peuvent ni payer mieux, ni recruter plus, ni monter en gamme. Résultat : une partie des emplois proposés reste peu attractive, mal rémunérée ou informelle. Beaucoup de jeunes préfèrent alors attendre, préparer un concours, tenter l'étranger ou sortir temporairement du marché du travail.

Le chiffre des 215.000 emplois manquants par an doit aussi être lu à travers la baisse du taux d'activité. De plus en plus de personnes ne cherchent même plus activement un emploi. Ce n'est pas toujours de la paresse, comme certains discours faciles aiment le suggérer. C'est souvent du découragement rationnel. Quand l'offre disponible ne correspond ni au niveau d'éducation, ni aux attentes salariales, ni aux contraintes sociales ou familiales, l'entrée sur le marché du travail devient moins évidente.



Les femmes sont au cœur de cette équation. Malgré les progrès scolaires, leur participation économique reste très faible. Là encore, le problème n'est pas seulement culturel. Il est aussi pratique : transport, garde d'enfants, sécurité, flexibilité du travail, biais au recrutement. Une économie qui laisse de côté une grande partie de ses femmes se prive mécaniquement d'un immense réservoir de croissance.

Le monde rural, lui, subit une autre fracture. Les sécheresses successives détruisent des emplois agricoles, tandis que les villes n'offrent pas toujours des débouchés formels aux travailleurs déplacés. Beaucoup basculent dans de petits services informels, précaires, sans véritable progression.

Alors que faire ? D'abord, cesser de traiter l'emploi comme une conséquence automatique de la croissance. L'emploi doit devenir un objectif central de toute politique économique. Chaque investissement public, chaque réforme fiscale, chaque programme sectoriel devrait être évalué aussi à l'aune de sa capacité à créer des emplois durables et décents.

Ensuite, il faut permettre aux entreprises productives de grandir. Cela suppose un meilleur accès au financement, moins de retards de paiement, plus de concurrence, moins de barrières administratives, et une politique claire en faveur des PME capables de passer à l'échelle.

Enfin, il faut regarder la réalité en face : le Maroc ne peut pas se contenter d'une croissance qui rassure les marchés mais inquiète les familles. Le vrai test des prochaines années ne sera pas seulement le taux de croissance du PIB. Ce sera le nombre d'emplois visibles, formels, dignes et accessibles.

Car derrière les 215.000 emplois manquants par an, il y a une question politique majeure : combien de temps une société peut-elle croire à la croissance si elle n'en voit pas les emplois ?



INVESTIR BEAUCOUP, EMPLOYER PEU : LE PARADOXE MAROCAIN

Le Maroc investit beaucoup. C'est même l'un des marqueurs forts de son modèle économique depuis deux décennies. Routes, ports, lignes ferroviaires, zones industrielles, infrastructures sportives, plateformes logistiques, équipements publics : le pays s'est transformé à grande vitesse. Sur le papier, cette dynamique devait ouvrir une nouvelle séquence de croissance, plus productive, plus inclusive, plus créatrice d'emplois.

Mais une question demeure : pourquoi tant d'investissement produit-il si peu d'emplois visibles ?

Le rapport de la Banque mondiale sur la croissance et l'emploi au Maroc apporte une réponse nuancée mais dérangeante : le pays a construit un modèle fortement fondé sur l'accumulation de capital, mais pas assez sur les gains de productivité et la montée en puissance d'entreprises capables d'embaucher massivement. Autrement dit, le Maroc a beaucoup investi dans les murs, les routes et les équipements ; il a moins réussi à transformer ces investissements en emplois durables.

Ce paradoxe n'est pas une accusation contre les grands chantiers. Ils ont modernisé le pays, renforcé son attractivité, amélioré sa connectivité et positionné le Maroc comme hub industriel et logistique entre l'Europe et l'Afrique. Sans ces investissements, il n'y aurait ni Tanger Med, ni écosystèmes automobiles, ni ambitions réalistes autour du Mondial 2030.

Mais le problème est ailleurs : l'investissement ne crée pas automatiquement de l'emploi. Il peut soutenir la croissance sans irriguer suffisamment le marché du travail. Un port moderne peut augmenter les exportations, mais employer relativement peu de personnes. Une infrastructure peut améliorer la compétitivité générale sans garantir la naissance d'un tissu dense de PME autour d'elle. Un chantier peut créer des postes temporaires, puis laisser peu d'emplois permanents une fois terminé.

La vraie question est donc celle de l'effet d'entraînement. L'investissement public doit-il rester une locomotive isolée ou devenir un levier qui attire, stimule et libère l'investissement privé ? C'est ici que le modèle marocain montre ses limites. Le secteur public occupe une place centrale dans l'effort d'investissement, tandis que le privé, notamment les PME, peine encore à prendre pleinement le relais.

Or ce sont les entreprises dynamiques, productives, innovantes et capables de grandir qui créent les emplois de qualité. Pas seulement les grands groupes installés. Pas seulement les micro-activités de survie. Mais ce tissu intermédiaire souvent absent : les entreprises qui passent de 10 à 50 salariés, de 50 à 200, qui exportent, innovent, structurent leurs ressources humaines et forment leurs équipes.

Le Maroc souffre précisément de ce chaînon manquant. Beaucoup de petites entreprises restent petites. Certaines par choix, d'autres par contrainte. Fiscalité, financement, délais de paiement, lourdeurs administratives, concurrence imparfaite, coût du formel : autant de freins qui découragent la croissance des entreprises et donc l'embauche.





Le résultat est connu : une économie qui investit, mais dont l'intensité en emploi reste faible. Une économie qui affiche des projets, mais dont les jeunes ne voient pas toujours les débouchés. Une économie qui parle de transformation, mais où l'informel continue d'absorber une grande partie des travailleurs.

Il faut donc changer de grille de lecture. Le débat ne doit pas opposer investissement public et emploi. Il doit interroger la qualité de l'investissement. Chaque dirham engagé doit être évalué selon sa capacité à produire de la valeur, à attirer le privé, à créer des chaînes locales de fournisseurs, à stimuler les PME et à générer des emplois formels.

Le Maroc entre dans une période décisive, avec de nouveaux investissements liés aux infrastructures, au sport, à l'énergie, à l'eau et à la transition industrielle. Cette séquence peut être une chance. Mais elle peut aussi reproduire les limites du passé si l'on continue à mesurer le succès uniquement en milliards investis.

Le vrai indicateur ne sera pas le nombre de projets annoncés. Ce sera le nombre d'emplois créés autour de ces projets. Ce sera la capacité des PME marocaines à capter une part de la valeur. Ce sera la transformation des chantiers en compétences, des infrastructures en entreprises, des dépenses publiques en productivité.

Car investir beaucoup n'est pas une fin. C'est un moyen. Et pour l'instant, le Maroc fait face à une vérité inconfortable : il a appris à construire vite, mais pas encore à employer assez.

PUBLIC PARTOUT, PRIVÉ TROP FAIBLE : QUI DOIT VRAIMENT CRÉER L'EMPLOI ?

Au Maroc, l'État construit, finance, impulse, oriente, corrige, compense et rassure. Il est à la fois stratège, investisseur, aménageur, protecteur social et parfois acteur économique direct. Cette présence a longtemps été un atout. Elle a permis de stabiliser le pays, de moderniser ses infrastructures, de lancer de grands chantiers et d'éviter certains décrochages brutaux. Mais une question devient désormais centrale : un État fort peut-il, à lui seul, créer assez d'emplois ?

La réponse est non. Et c'est là que le débat devient sérieux.

Le rapport de la Banque mondiale sur la croissance et l'emploi au Maroc souligne un point essentiel : le modèle marocain reste largement tiré par l'investissement public et parapublic. Cette dynamique a produit des résultats visibles : ports, autoroutes, lignes ferroviaires, zones industrielles, programmes sociaux, équipements structurants. Mais elle n'a pas suffisamment déclenché une vague massive de création d'emplois productifs dans le secteur privé.

Or, dans une économie moderne, l'emploi durable ne peut pas dépendre uniquement de l'État.

Le secteur public peut recruter, mais ses capacités sont limitées. Il peut investir, mais il ne peut pas absorber à lui seul les centaines de milliers de jeunes qui arrivent sur le marché du travail. Il peut soutenir, mais il ne peut pas remplacer un tissu privé dynamique, concurrentiel et créateur de valeur.

Le vrai enjeu n'est donc pas de réduire l'État par dogme. Ce serait une erreur. Dans un pays comme le Maroc, l'État reste indispensable pour investir dans les infrastructures, l'éducation, la santé, l'eau, l'énergie et la cohésion territoriale. Mais son rôle doit évoluer : moins être le principal moteur direct de la croissance, davantage devenir le catalyseur d'une économie privée capable d'embaucher.

Aujourd'hui, beaucoup d'entreprises marocaines restent trop petites, trop fragiles ou trop contraintes pour jouer ce rôle. Certaines n'accèdent pas au crédit. D'autres subissent les délais de paiement. Beaucoup redoutent le coût du formel. Plusieurs marchés restent peu concurrentiels. Les entreprises les plus productives ne sont pas toujours celles qui grandissent le plus vite. Résultat : le privé existe, mais il ne produit pas encore assez d'emplois de qualité.



C'est ici que la question de la confiance devient décisive. Pour investir, recruter et prendre des risques, une entreprise a besoin de règles lisibles, d'un financement accessible, d'une concurrence équitable et d'une administration prévisible. Quand ces conditions ne sont pas réunies, l'entrepreneur reste prudent. Il limite ses recrutements. Il externalise. Il préfère l'informel ou la sous-traitance précaire. Il survit au lieu de grandir.

Le Maroc ne manque pas d'entrepreneurs. Il manque souvent d'un environnement qui leur permet de passer à l'échelle. Entre la très petite entreprise de survie et le grand groupe installé, le tissu intermédiaire demeure insuffisant. Or c'est précisément ce "milieu manquant" qui pourrait transformer la croissance en emplois.

La question est donc politique autant qu'économique : veut-on un secteur privé simple bénéficiaire de commandes publiques, ou un secteur privé autonome, productif, innovant et responsable socialement ? Ce n'est pas la même chose. Le premier dépend de l'État. Le second crée de la richesse et de l'emploi au-delà de la dépense publique.



Le débat doit aussi éviter une illusion : privatiser la création d'emplois ne signifie pas abandonner les travailleurs au marché. Au contraire, cela suppose un État plus intelligent, plus régulateur, plus exigeant. Un État qui protège contre les abus, lutte contre les rentes, favorise la concurrence, sanctionne les retards de paiement, accompagne la formation et soutient les entreprises qui créent réellement des emplois formels.

Le Maroc entre dans une phase où les grands investissements liés au Mondial 2030, à l'énergie, à l'eau, aux transports et à l'industrie peuvent ouvrir des opportunités considérables. Mais ces investissements ne suffiront pas si le privé national reste spectateur ou sous-traitant marginal.

Le vrai test sera simple : combien de PME marocaines vont grandir grâce à cette dynamique ? Combien de jeunes seront recrutés durablement ? Combien de femmes entreront dans le marché du travail ? Combien d'emplois informels deviendront formels ?

L'État a préparé le terrain. Il doit maintenant faire mieux : libérer les forces productives sans livrer l'économie aux rentes. Car l'emploi de demain ne naîtra ni du tout-État, ni du laisser-faire. Il naîtra d'un pacte clair : un État stratège, un privé dynamique, et des travailleurs enfin au centre du modèle.

DES ENTREPRISES NOMBREUSES, MAIS TROP PETITES POUR EMBAUCHER

Le Maroc ne manque pas d'entreprises. Il manque d'entreprises qui grandissent. C'est toute la nuance, et elle est décisive pour comprendre la faiblesse persistante de la création d'emplois.

À première vue, le tissu entrepreneurial paraît dense. Des milliers de structures existent, se créent, déclarent une activité, occupent des niches locales, répondent à des besoins de proximité. Mais derrière cette vitalité apparente se cache une réalité plus fragile : une très grande partie des entreprises marocaines reste de petite taille, peu capitalisée, faiblement productive et incapable de recruter durablement.

Le problème n'est donc pas seulement le nombre d'entreprises, mais leur capacité à changer d'échelle. Une économie peut compter beaucoup de commerces, de petites sociétés de services, d'activités de construction ou de micro-unités sans pour autant générer une dynamique forte d'emploi formel. Créer une entreprise n'est pas créer un moteur économique. Encore faut-il qu'elle survive, investisse, innove, gagne des marchés et embauche.

C'est ici que le Maroc se heurte à son plafond. Beaucoup de structures restent bloquées dans une logique de survie. Elles emploient peu, parfois informellement, avec des marges faibles et une gestion familiale. Elles ne disposent ni du financement, ni de l'encadrement, ni de la visibilité nécessaires pour passer de quelques salariés à plusieurs dizaines. Or ce passage est précisément celui qui transforme une économie de micro-activités en économie d'emplois.

Le tissu productif marocain souffre ainsi d'un déséquilibre : d'un côté, des très petites entreprises nombreuses ; de l'autre, de grands groupes puissants ; entre les deux, un espace insuffisamment développé. Ce "milieu manquant" est pourtant essentiel. Dans les économies dynamiques, ce sont souvent les PME en croissance qui absorbent les jeunes actifs, structurent les compétences, paient mieux et diffusent l'innovation.

Pourquoi ces entreprises ne grandissent-elles pas assez ? Les raisons sont multiples. L'accès au financement reste compliqué pour les petites structures prometteuses. Les garanties exigées sont lourdes. Les banques privilégient les acteurs établis. Les délais de paiement fragilisent la trésorerie. La commande publique n'est pas toujours accessible aux PME. La fiscalité et les charges sociales peuvent aussi inciter certaines entreprises à rester petites pour éviter les seuils administratifs.

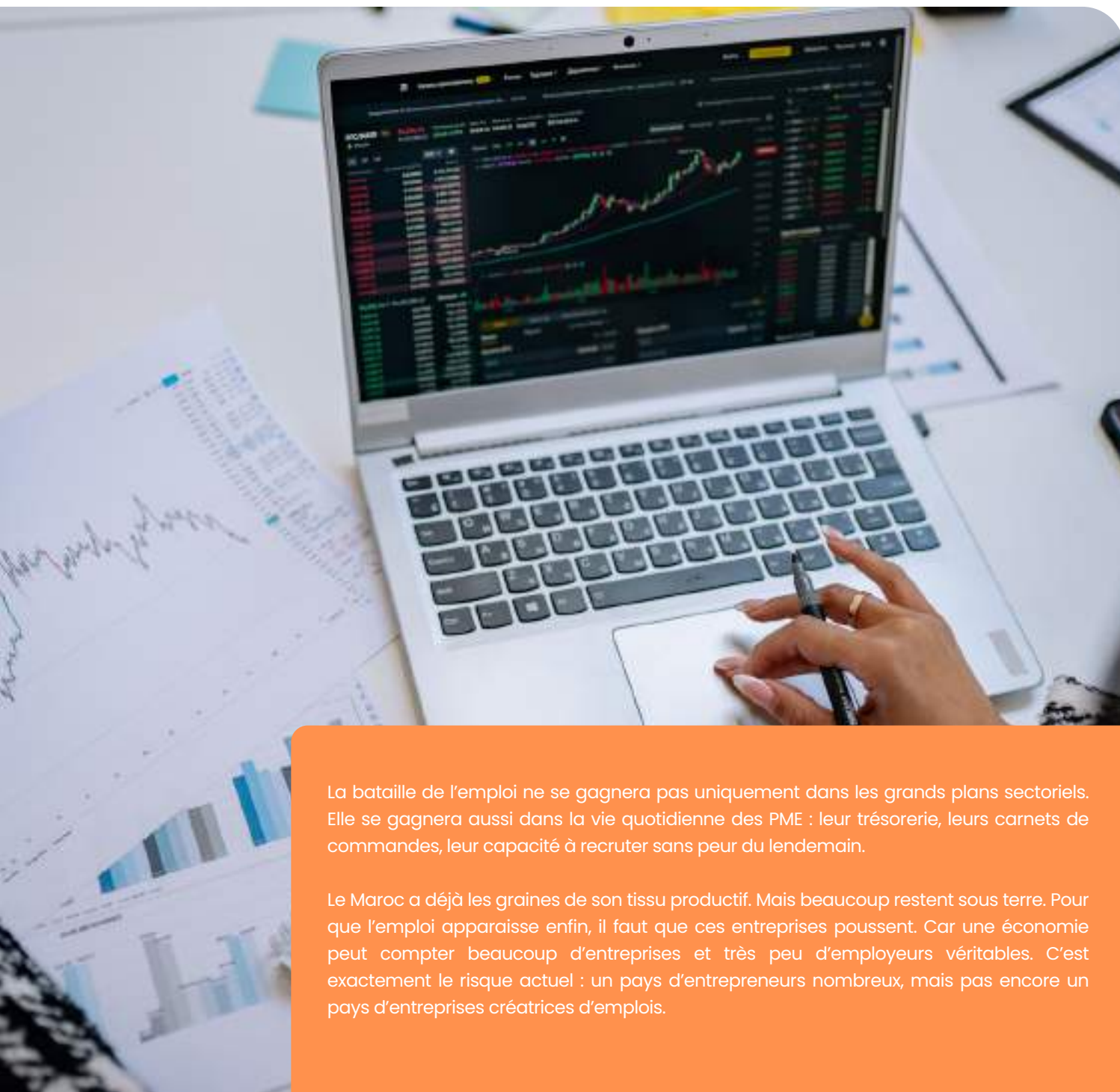
À cela s'ajoute un problème de concurrence. Quand certains marchés sont verrouillés ou dominés par quelques acteurs, les nouveaux entrants ont du mal à progresser. Les entreprises les plus productives ne sont pas toujours celles qui gagnent. Dans ce contexte, l'effort, l'innovation et la qualité ne suffisent pas toujours à franchir les barrières.



Le résultat se voit sur le marché du travail. Les jeunes cherchent des emplois stables, mais les petites entreprises n'ont pas toujours les moyens de les offrir. Les diplômés aspirent à des postes qualifiés, mais l'économie propose souvent des fonctions sous-payées ou peu alignées avec leur formation. Les femmes souhaitent davantage d'opportunités, mais peu d'entreprises disposent d'organisations adaptées : transport, horaires flexibles, garde d'enfants, évolution de carrière.

Il faut donc sortir du fétichisme de la création d'entreprise. Multiplier les auto-entrepreneurs ou les micro-structures ne suffira pas à résoudre la crise de l'emploi. Le Maroc a besoin d'entreprises qui passent à l'échelle. Des entreprises capables d'investir dans la technologie, d'exporter, de recruter, de former, de structurer une vraie gestion des ressources humaines.

Cela suppose une politique économique plus sélective et plus exigeante. Aider moins mécaniquement, mais mieux cibler. Soutenir les entreprises qui ont un potentiel réel de croissance. Réduire les retards de paiement. Faciliter l'accès au crédit. Simplifier les procédures. Ouvrir les marchés. Récompenser la formalisation au lieu de la pénaliser.



La bataille de l'emploi ne se gagnera pas uniquement dans les grands plans sectoriels. Elle se gagnera aussi dans la vie quotidienne des PME : leur trésorerie, leurs carnets de commandes, leur capacité à recruter sans peur du lendemain.

Le Maroc a déjà les graines de son tissu productif. Mais beaucoup restent sous terre. Pour que l'emploi apparaisse enfin, il faut que ces entreprises poussent. Car une économie peut compter beaucoup d'entreprises et très peu d'employeurs véritables. C'est exactement le risque actuel : un pays d'entrepreneurs nombreux, mais pas encore un pays d'entreprises créatrices d'emplois.

LE “MISSING MIDDLE” MAROCAIN : CES PME QUI NE GRANDISSENT JAMAIS

Entre la très petite entreprise qui survit et le grand groupe qui domine, il manque au Maroc une catégorie décisive : les PME qui grandissent vite, recrutent, innovent et structurent le marché de l'emploi. C'est ce “missing middle”, ce chaînon manquant, qui explique en partie pourquoi la croissance marocaine reste trop peu créatrice d'emplois.

Le pays compte beaucoup d'initiatives entrepreneuriales. Mais trop d'entreprises restent coincées dans une taille réduite. Elles travaillent avec peu de salariés, peu de capital, peu de visibilité et une forte dépendance à la trésorerie du moment. Elles existent, mais elles ne changent pas d'échelle. Or l'emploi durable naît rarement de la simple survie économique. Il naît de l'expansion.

Le problème est connu : grandir coûte cher. Recruter formellement augmente les charges. Accéder au crédit reste difficile. Les garanties bancaires écartent les jeunes entreprises. Les retards de paiement étrangent les fournisseurs. Les procédures administratives découragent les dirigeants. Et dans certains secteurs, la concurrence reste trop faible pour permettre aux nouveaux entrants de bousculer les positions établies.

Résultat : beaucoup de chefs d'entreprise préfèrent rester petits. Non pas par manque d'ambition, mais par prudence. Grandir signifie devenir plus visible, plus contrôlé, plus exposé fiscalement, socialement et administrativement. Dans une économie où les règles ne sont pas toujours perçues comme prévisibles, la petite taille devient parfois une stratégie de protection.

Ce blocage a un coût national. Une PME qui ne grandit pas, ce sont dix, vingt, cinquante emplois qui ne voient jamais le jour. Ce sont des jeunes diplômés qui restent en attente. Ce sont des techniciens qui migrent vers l'informel. Ce sont des femmes qualifiées qui ne trouvent pas d'environnement professionnel adapté. Ce sont des territoires qui restent dépendants de la commande publique ou de petits services faiblement productifs.



Le Maroc n'a donc pas seulement besoin de créer des entreprises. Il doit créer les conditions pour que les bonnes entreprises deviennent grandes. Cela suppose une politique plus fine : repérer les PME à potentiel, leur faciliter l'accès au financement, sécuriser leurs paiements, les accompagner dans la digitalisation, l'export, la gouvernance et le recrutement.

La fiscalité doit aussi envoyer le bon signal. Une entreprise ne devrait pas avoir peur de franchir un seuil. Le passage de la petite structure à la PME organisée doit être encouragé, pas pénalisé. Même logique pour le travail formel : recruter légalement doit devenir plus simple, plus prévisible et moins risqué pour l'employeur, tout en protégeant mieux le salarié.

Il faut aussi sortir d'une vision trop administrative de l'accompagnement. Les PME n'ont pas besoin seulement de guichets, de formulaires et de slogans. Elles ont besoin de marchés, de délais de paiement respectés, de crédit, de compétences, de confiance et de justice commerciale rapide.

La bataille du "missing middle" est en réalité la bataille de l'emploi marocain. Car tant que le tissu productif restera écrasé entre micro-activité et grands groupes, le pays continuera à produire une croissance visible dans les chiffres, mais insuffisante dans les recrutements.

Le Maroc de 2035 ne se construira pas seulement avec des infrastructures. Il se construira avec des entreprises qui passent enfin à l'échelle. C'est là que se joue la vraie promesse : transformer les PME en employeurs, et les employeurs en moteurs de mobilité sociale.



PRODUCTIVITÉ FAIBLE, SALAIRES FAIBLES : LE CERCLE VICIEUX DU TRAVAIL MAROCAIN

Au Maroc, le débat sur l'emploi se limite trop souvent au nombre de postes créés. C'est nécessaire, mais insuffisant. Car la vraie question n'est pas seulement : combien d'emplois ? Elle est aussi : quels emplois, à quels salaires, avec quelle progression possible ?

Le cœur du problème est là : une économie faiblement productive crée rarement des emplois bien rémunérés. Elle peut absorber une partie de la main-d'œuvre, mais souvent dans des activités peu qualifiées, peu formelles, peu stables. Résultat : les salariés gagnent peu, les entreprises investissent peu dans les compétences, et les jeunes finissent par considérer que le travail disponible ne vaut pas toujours l'effort demandé.

Ce cercle vicieux est redoutable. Quand la productivité reste faible, les salaires stagnent. Quand les salaires stagnent, la motivation à entrer sur le marché du travail baisse. Quand l'activité baisse, l'économie perd une partie de son potentiel humain. Et quand les entreprises ne trouvent pas les profils ou ne veulent pas payer davantage, elles restent elles-mêmes dans une logique de faible valeur ajoutée.



Le rapport de la Banque mondiale souligne que la croissance marocaine a surtout été portée par l'accumulation de capital, beaucoup moins par les gains de productivité. Autrement dit, le pays a investi, mais il n'a pas encore assez transformé cet investissement en efficacité économique, en innovation, en montée en gamme et en meilleurs salaires.

Cela se ressent dans le quotidien. Beaucoup de jeunes diplômés refusent des offres jugées trop faibles. Beaucoup de travailleurs préfèrent l'informel, l'attente, la migration ou les petits revenus familiaux à un emploi formel mal payé et peu évolutif. Ce n'est pas toujours un rejet du travail. C'est parfois un calcul rationnel face à un marché qui propose peu de perspectives.

Pour sortir de cette impasse, il faut cesser d'opposer productivité et justice sociale. Les deux vont ensemble. Une entreprise plus productive peut mieux payer, mieux former, mieux recruter. Mais encore faut-il qu'elle évolue dans un environnement qui récompense l'efficacité, l'innovation et la croissance, plutôt que la rente, la proximité ou la petite taille défensive.

Le défi marocain est donc double : créer plus d'emplois, mais surtout créer des emplois capables de faire vivre dignement. Sans cela, la croissance restera abstraite. Et le travail, au lieu d'être une promesse d'ascension sociale, restera pour beaucoup un effort mal récompensé.

Le Maroc ne gagnera pas la bataille de l'emploi avec des salaires comprimés et une productivité molle. Il la gagnera avec des entreprises qui montent en gamme, des travailleurs mieux formés, des marchés plus ouverts et une vraie progression des revenus.

Car au fond, un emploi qui ne permet ni de vivre, ni d'apprendre, ni d'avancer, n'est pas une solution durable. C'est simplement une statistique de plus.



LES JEUNES DIPLÔMÉS FACE AU GRAND DÉCLASSEMENT

Le Maroc a beaucoup investi dans l'éducation. Les familles aussi. Pendant des années, le message était clair : étudier, obtenir un diplôme, patienter, puis accéder à une vie meilleure. Mais pour une partie croissante des jeunes Marocains, cette promesse s'est fissurée. Le diplôme ne garantit plus l'emploi. Et quand l'emploi existe, il ne correspond pas toujours au niveau de formation obtenu.

C'est le grand déclassement silencieux.

Selon le rapport de la Banque mondiale, environ 43 % des diplômés du supérieur occupent des postes pour lesquels ils sont surqualifiés. Autrement dit, le pays forme davantage de jeunes, mais son économie ne crée pas assez d'emplois capables d'absorber leurs compétences. Le problème n'est donc pas seulement éducatif. Il est productif.

On a souvent accusé l'université de produire des profils mal adaptés. Il y a une part de vérité : orientation faible, filières saturées, liens insuffisants avec les entreprises, formation pratique limitée. Mais cette explication ne suffit pas. Même avec de meilleurs cursus, encore faut-il que l'économie offre des postes qualifiés en nombre suffisant.

Or le tissu économique marocain reste largement dominé par des activités à faible valeur ajoutée. Beaucoup d'entreprises sont petites, peu structurées, peu innovantes. Elles n'ont pas toujours besoin d'ingénieurs, d'analystes, de cadres intermédiaires ou de profils spécialisés.

Résultat : les jeunes diplômés acceptent des emplois en dessous de leur qualification, restent au chômage, préparent des concours publics ou envisagent l'étranger.

Ce déclassement a un coût lourd. D'abord pour les individus : frustration, perte de confiance, retard d'autonomie, dépendance familiale prolongée. Ensuite pour les familles : années de dépenses éducatives sans retour clair. Enfin pour l'État : chaque diplômé mal utilisé représente un investissement public sous-exploité.

Il y a aussi un risque politique. Une jeunesse formée mais bloquée devient plus exigeante, plus critique, parfois plus désabusée. Elle ne réclame pas seulement un revenu. Elle réclame une reconnaissance. Elle veut que l'effort scolaire ait un sens.

La réponse ne peut pas se limiter à dire aux jeunes de "s'adapter". Il faut évidemment mieux orienter, renforcer la formation professionnelle, développer l'alternance, rapprocher universités et entreprises. Mais il faut surtout transformer la demande de travail. Cela signifie faire émerger des secteurs plus productifs, des PME en croissance, des industries de services modernes, des métiers numériques, des emplois verts, des fonctions d'encadrement dans les territoires.

Le Maroc ne manque pas seulement de compétences. Il manque d'emplois à la hauteur de ses compétences.

La bataille de l'emploi des diplômés sera donc gagnée lorsque l'économie cessera de traiter le diplôme comme un problème à corriger, et commencera à le considérer comme une ressource à valoriser. Car une jeunesse formée qui ne trouve pas sa place n'est pas un détail statistique. C'est une promesse nationale laissée en suspens.



NEET, CHÔMAGE, DÉCOURAGEMENT : LA JEUNESSE SORTIE DES RADARS

Il y a le chômage visible, mesuré, commenté. Et il y a une réalité plus discrète, parfois plus inquiétante : celle des jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation. Les fameux NEET. Une jeunesse suspendue, sortie des statistiques rassurantes, mais bien présente dans les familles, les quartiers et les territoires.

Le problème ne se résume pas à l'absence de travail. Il traduit une rupture de parcours. Certains jeunes ont quitté l'école trop tôt. D'autres ont obtenu un diplôme sans débouché clair. D'autres encore ont cherché un emploi, puis ont cessé d'y croire. Le découragement devient alors une forme d'inactivité forcée, un retrait silencieux du marché du travail.

Le danger est là : plus un jeune reste éloigné de l'emploi, plus il devient difficile de l'y ramener. Les compétences s'érodent, la confiance baisse, les réseaux professionnels restent inexistantes, et le sentiment d'exclusion s'installe.

Le Maroc ne peut pas traiter cette jeunesse uniquement par des slogans sur l'entrepreneuriat ou par des formations génériques. Il faut des réponses ciblées : repérage local, orientation personnalisée, formations courtes et certifiantes, accompagnement psychologique et professionnel, passerelles vers les entreprises, stages rémunérés, apprentissage, mobilité territoriale

L'ANAPEC, les régions, les communes, les établissements de formation et les entreprises doivent travailler ensemble.

Un jeune NEET à Figuig, Salé, Khouribga, Sidi Kacem ou Casablanca n'a pas les mêmes contraintes, ni les mêmes opportunités. L'approche doit donc devenir territoriale, fine, presque chirurgicale.

La question est aussi économique. Tant que les entreprises ne créent pas assez de postes accessibles, l'accompagnement restera incomplet. On peut former un jeune, le motiver, l'orienter ; mais s'il n'existe pas d'emploi réaliste au bout du chemin, la frustration revient.

Le Maroc a beaucoup parlé de capital humain. Il doit maintenant empêcher qu'une partie de ce capital se perde dans l'attente. Car une jeunesse sortie des radars n'est jamais vraiment invisible. Elle finit toujours par réapparaître : dans l'abstention, la colère sociale, l'économie informelle ou le rêve d'ailleurs.

Le vrai défi est donc simple : transformer les NEET en actifs, les actifs en salariés ou entrepreneurs formels, et l'attente en trajectoire. Sans cela, le pays continuera à compter ses jeunes sans réellement les intégrer.



FEMMES ET EMPLOI : LE PLUS GRAND GISEMENT ÉCONOMIQUE INEXPLOITÉ

Le Maroc cherche de la croissance, des emplois, de la productivité, de la compétitivité. Il les cherche dans les investissements, les grands chantiers, l'industrie, les exportations, le numérique, l'énergie, les infrastructures. Tout cela est nécessaire. Mais le pays dispose déjà d'un immense levier, visible et pourtant sous-utilisé : le travail des femmes.

Le paradoxe est profond. Les Marocaines sont plus instruites qu'hier. Elles réussissent mieux dans plusieurs parcours scolaires et universitaires. Elles sont présentes dans les professions libérales, l'enseignement, la santé, l'administration, les services, l'entrepreneuriat. Et pourtant, leur participation au marché du travail reste très faible. C'est l'une des grandes contradictions du modèle marocain : le pays investit dans l'éducation des filles, mais ne transforme pas suffisamment cet investissement en activité économique.

Le problème ne se limite pas à une question de mentalités, même si les représentations sociales pèsent encore lourd. Il est aussi logistique, institutionnel et économique. Pour beaucoup de femmes, travailler signifie affronter une chaîne d'obstacles : transport peu sûr ou peu adapté, absence de solutions de garde d'enfants abordables,

horaires rigides, pression familiale, manque de flexibilité, discriminations au recrutement, faibles perspectives d'évolution.

Là qualification égale, les femmes ne partent pas toujours avec les mêmes chances. Dans certaines entreprises, leur recrutement est encore perçu comme un risque plutôt que comme une opportunité. Mariage, maternité, mobilité, disponibilité : autant de préjugés qui continuent d'orienter les décisions. Le marché du travail marocain ne juge donc pas seulement les compétences ; il filtre aussi selon des normes sociales souvent invisibles mais très efficaces.

Cette exclusion a un coût énorme. Chaque femme formée mais inactive représente une perte pour l'économie, pour les finances publiques, pour l'entreprise et pour le ménage. Le pays supporte le coût de l'éducation, mais ne bénéficie pas pleinement du retour productif. Les familles investissent dans les études, mais voient parfois leurs filles enfermées dans une attente professionnelle prolongée. Les entreprises, elles, se privent d'un vivier de talents précieux.

L'enjeu dépasse l'égalité. Il touche directement à la croissance. Une économie qui mobilise peu ses femmes réduit mécaniquement sa force de travail, son pouvoir d'achat, son innovation et sa base fiscale. Elle demande à une moitié de la société de soutenir l'autre, mais sans lui donner pleinement accès aux moyens de produire, créer et décider.

La solution ne viendra pas d'un seul décret. Il faut une politique complète : développer les crèches accessibles, sécuriser les transports, encourager les horaires flexibles, sanctionner les discriminations, soutenir l'entrepreneuriat féminin, favoriser le télétravail lorsque c'est possible, et surtout rendre visible la valeur économique du travail des femmes.

Les régions ont ici un rôle décisif. Les contraintes d'une femme à Casablanca ne sont pas celles d'une femme dans une petite ville, un douar ou une zone industrielle périphérique. Les réponses doivent être territorialisées : transport vers les bassins d'emploi, formation de proximité, garde d'enfants près des lieux de travail, accompagnement des femmes entrepreneures.

Le Maroc ne pourra pas atteindre ses ambitions de développement en laissant autant de compétences hors du marché. La question n'est plus seulement morale ou sociale. Elle est stratégique.

Au fond, le pays n'a pas seulement besoin de créer des emplois pour les femmes. Il doit aussi créer un environnement où travailler devient possible, sûr, rentable et socialement accepté. Car le plus grand gisement d'emploi au Maroc n'est peut-être pas caché dans une technologie nouvelle. Il est déjà là, dans les talents féminins que l'économie continue de sous-utiliser.



LODJ

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



By Lodj

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté
de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA
magazines, hebdomadaires & quotidiens...

www.pressplus.ma

QUAND LES FEMMES ENTREPRENNENT, ELLES EMBAUCHENT PLUS DE FEMMES

On parle souvent de l'entrepreneuriat féminin comme d'un sujet d'égalité. C'est vrai. Mais au Maroc, il faut aussi le regarder comme un sujet économique majeur. Car lorsqu'une femme crée et dirige une entreprise, elle ne construit pas seulement son autonomie : elle ouvre souvent la porte à d'autres femmes.

C'est un point essentiel du débat sur l'emploi. Le Maroc souffre d'une faible participation féminine au marché du travail. Trop de femmes diplômées restent inactives. Trop de femmes qualifiées quittent l'emploi après le mariage ou la maternité. Trop de femmes en milieu rural ou périurbain travaillent sans reconnaissance formelle. Pourtant, une partie de la solution peut venir des femmes elles-mêmes, à condition de leur donner les moyens d'entreprendre, de grandir et d'embaucher.

L'entreprise dirigée par une femme a souvent un effet d'entraînement particulier. Elle peut réduire certains biais au recrutement. Elle comprend mieux les contraintes de mobilité, d'horaires, de garde d'enfants, de sécurité ou de pression sociale. Elle peut aussi créer un environnement de travail plus rassurant pour des salariées qui hésitent à rejoindre des structures classiques.

Mais il ne faut pas idéaliser. Les femmes entrepreneures affrontent les mêmes obstacles que les hommes, avec parfois une couche supplémentaire de défiance. Accès au crédit plus difficile, garanties limitées, réseaux professionnels moins puissants, sous-représentation dans les marchés publics, faible accompagnement à la croissance : beaucoup restent coincées dans de petites activités à faible marge.

Le risque serait de réduire l'entrepreneuriat féminin à des micro-projets de survie. Couture, cuisine, artisanat, commerce informel : ces activités peuvent aider, mais elles ne suffisent pas à transformer l'emploi féminin. Le vrai enjeu est de faire émerger des entreprises féminines ambitieuses dans les services modernes, le numérique, l'industrie légère, l'économie verte, la santé, l'éducation, le conseil, la logistique ou l'agroalimentaire.



Pour cela, il faut passer d'une logique d'encouragement symbolique à une logique d'écosystème. Les femmes entrepreneures ont besoin de financement adapté, de mentorat, d'accès aux marchés, de formation en gestion, d'accompagnement juridique et fiscal, de réseaux d'affaires, mais aussi de visibilité médiatique. On ne finance pas une ambition que l'on ne voit pas.

Les banques, les régions, les CRI, les chambres professionnelles et les grandes entreprises peuvent jouer un rôle décisif. Par exemple, réserver une part des programmes d'appui aux entreprises féminines à potentiel réel de croissance. Encourager les grandes entreprises à intégrer davantage de fournisseurs dirigés par des femmes. Créer des fonds régionaux dédiés aux projets féminins productifs. Mesurer enfin les résultats : chiffre d'affaires, emplois créés, formalisation, survie après trois ans.

L'entrepreneuriat féminin ne doit pas être traité comme une rubrique sociale en fin de rapport. Il doit entrer dans le cœur de la stratégie économique. Car une femme entrepreneure qui réussit crée de la valeur, paie des impôts, recrute, forme, innove et modifie les normes autour d'elle.

Au fond, soutenir les femmes entrepreneures, ce n'est pas faire de la charité économique. C'est investir dans un multiplicateur d'emplois. Et dans un pays où l'emploi féminin reste dramatiquement sous-utilisé, ce multiplicateur peut devenir l'un des leviers les plus puissants de transformation sociale.

Le Maroc ne manque pas de femmes capables. Il manque encore d'un système qui leur permet de passer de l'idée à l'entreprise, puis de l'entreprise à l'employeur. C'est là que se joue une partie de l'emploi de demain.



SÉCHERESSE ET EXODE SILENCIEUX : LES EMPLOIS RURAUX DISPARAISSENT

Le débat sur l'emploi au Maroc se concentre souvent sur les villes, les diplômés, les startups, l'industrie ou les services. Mais une partie essentielle de la crise se joue loin des plateaux télé, dans les campagnes, les petites exploitations, les zones agricoles fragilisées et les familles rurales qui voient disparaître leur principale source de revenu : la terre.

La sécheresse n'est plus un accident climatique. Elle devient un facteur économique permanent. Saison après saison, elle réduit les rendements, fragilise l'élevage, détruit des revenus et pousse une partie des travailleurs agricoles vers les villes. Mais ces départs ne sont pas toujours des mobilités choisies. Ce sont souvent des déplacements contraints, sans qualification adaptée, sans réseau professionnel solide et sans vraie promesse d'insertion.

Le problème est brutal : quand l'agriculture absorbe moins de main-d'œuvre, l'économie non agricole devrait prendre le relais. Or ce relais reste insuffisant. Beaucoup d'anciens travailleurs ruraux se retrouvent dans des petits services urbains, le commerce informel, le bâtiment précaire ou des activités occasionnelles. Ils ne passent pas automatiquement d'un emploi agricole fragile à un emploi urbain formel. Ils glissent souvent d'une vulnérabilité à une autre.

Cette transition mal organisée pèse sur les villes. Elle nourrit la pression sur les quartiers périphériques, les transports, le logement, les services sociaux. Elle accroît aussi la concurrence sur les petits emplois peu qualifiés. Le rural ne disparaît donc pas du marché du travail ; il se déplace, avec ses fragilités, vers les marges urbaines.

Le Maroc doit regarder cette réalité en face. L'emploi rural ne peut plus être pensé uniquement comme une affaire agricole. Il faut créer des activités locales alternatives : agro-industrie de proximité, transformation alimentaire, maintenance rurale, économie de l'eau, énergies renouvelables, tourisme intérieur, artisanat modernisé, services sociaux, coopératives structurées. Le rural a besoin d'emplois productifs, pas seulement d'aides de survie.

La formation est décisive. Les travailleurs déplacés par la sécheresse ne peuvent pas être traités comme des jeunes diplômés urbains. Ils ont besoin de formations courtes, pratiques, modulaires, proches des territoires, avec certification des compétences acquises sur le terrain. Savoir irriguer, réparer, conduire, transformer, vendre, gérer une petite unité : ce sont des compétences économiques réelles.

Il faut aussi mieux connecter les politiques de l'eau, de l'agriculture et de l'emploi. Chaque programme d'adaptation climatique devrait intégrer une composante emploi. Chaque investissement dans l'irrigation, le dessalement, la résilience agricole ou la reconversion des cultures devrait répondre à une question simple : combien d'emplois seront protégés, transformés ou créés ?

La sécheresse n'est pas seulement une crise environnementale. C'est une crise sociale lente. Elle change la carte du travail marocain. Elle vide certains territoires de leurs actifs, surcharge d'autres espaces et révèle la fragilité d'un modèle encore trop dépendant de la pluie.

Le Maroc ne peut pas promettre l'emploi aux jeunes sans traiter la fracture rurale. Car derrière chaque hectare asséché, il y a souvent un revenu perdu, une famille déplacée, un jeune déscolarisé ou un travailleur devenu invisible. L'urgence est donc claire : faire de l'adaptation climatique une politique de l'emploi. Sinon, l'exode silencieux continuera, et les villes découvriront demain ce que les campagnes vivent déjà aujourd'hui.



By Lodj



**L'ACTUALITÉ
NE S'ARRÊTE JAMAIS.**

Pour ne rien manquer, branchez-vous sur YouTube, Kick et Twitch.
L'information se vit en direct. Et vous y avez votre place.

www.lodj.ma

INFORMEL : L'EMPLOI EXISTE, MAIS IL NE PROTÈGE PAS

Quand on parle de chômage au Maroc, une illusion revient souvent : celle d'un pays où des millions de personnes seraient totalement sans activité. La réalité est plus complexe. Beaucoup de Marocains travaillent. Ils vendent, transportent, réparent, cuisinent, construisent, livrent, gardent, cultivent, bricolent ou rendent des services. Le problème est ailleurs : une grande partie de cet emploi reste informelle, fragile et sans protection.

L'informel est devenu une sorte de zone tampon de l'économie marocaine. Il absorbe ceux que le secteur formel n'arrive pas à intégrer. Il permet à des familles de survivre. Il évite parfois des explosions sociales plus fortes. Mais il produit aussi une précarité durable. Car un emploi informel n'offre ni sécurité réelle, ni retraite, ni assurance maladie stable, ni progression de carrière claire.

Le paradoxe est brutal : le Maroc a des travailleurs, mais pas assez de travailleurs protégés.

Dans les rues des grandes villes, l'informel est visible partout. Livreurs indépendants, vendeurs ambulants, petits ateliers, travail domestique non déclaré, chantiers sans couverture sociale, micro-commerce de survie. Mais il existe aussi dans des structures plus organisées : certaines entreprises utilisent une main-d'œuvre partiellement déclarée ou multiplient les statuts précaires pour réduire les coûts.

Pourquoi l'informel résiste-t-il autant ? Parce qu'il répond à des logiques économiques profondes. Pour certaines entreprises, rester partiellement informelles permet de survivre face aux charges, aux contraintes administratives ou à une concurrence intense. Pour certains travailleurs, accepter un emploi informel vaut mieux que rester sans revenu. Entre la précarité et l'absence totale de ressources, beaucoup choisissent la première.

Le problème est que cette logique finit par bloquer tout le système. Les salariés informels consomment moins, cotisent peu, restent vulnérables aux crises et investissent moins dans leur avenir. Les entreprises qui jouent le jeu du formel se sentent parfois pénalisées face à celles qui contournent les règles. Et l'État perd des ressources fiscales et sociales indispensables.

L'informel crée aussi une illusion statistique. Un pays peut afficher une activité économique réelle tout en cachant une immense fragilité sociale. Quelqu'un qui travaille douze heures par jour sans contrat stable, sans couverture médicale et avec des revenus irréguliers n'est pas forcément sorti de la vulnérabilité.

La question devient donc centrale : comment formaliser sans casser ? Car une formalisation brutale pourrait détruire des milliers de micro-activités déjà fragiles. Le défi consiste à rendre le formel plus accessible, plus simple et plus attractif. La digitalisation peut jouer un rôle important. Paiements électroniques, facturation simplifiée, plateformes administratives accessibles : ces outils peuvent aider à intégrer progressivement des milliers d'activités dans une économie plus traçable et plus sécurisée.

Mais au fond, la formalisation dépend surtout de la qualité des emplois créés. Tant que l'économie produira majoritairement des activités à faible valeur ajoutée et à faibles marges, l'informel restera une tentation permanente.

Le Maroc doit donc changer de logique. Le débat ne peut plus être uniquement : "combien d'emplois créons-nous ?" Il doit devenir : "combien d'emplois protègent réellement ceux qui travaillent ?"

Car un emploi qui ne protège pas contre la maladie, les accidents, les crises ou la vieillesse reste un emploi fragile. Et une économie construite sur une masse de travailleurs précaires finit toujours par payer le prix social de cette fragilité.

L'informel est aujourd'hui l'un des grands miroirs du marché du travail marocain : il montre que l'activité existe, mais que la dignité économique reste encore incomplète pour des millions de travailleurs.



By Lady

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN MOTEUR DE RECHERCHE,

mais elle trouve ce
qui compte vraiment.



Chercher n'est pas comprendre.
Nous allons **à l'essentiel.**

WWW.LODJ.MA

CRÉDIT, DÉLAIS DE PAIEMENT, CONCURRENCE : POURQUOI LES BONS EMPLOYEURS RESTENT BLOQUÉS

Au Maroc, toutes les entreprises ne se valent pas devant la croissance. Certaines sont productives, agiles, capables de recruter, d'innover et de payer correctement leurs salariés. Mais beaucoup restent bloquées avant même de devenir de vrais employeurs. Non pas faute d'idées. Non pas faute de marché. Mais faute d'environnement.

Le premier verrou est le financement. Les petites et moyennes entreprises, surtout les jeunes structures, peinent souvent à accéder au crédit. Les banques demandent des garanties solides, privilégient les clients connus et hésitent devant les projets sans historique long. Résultat : les entreprises qui pourraient grandir doivent souvent compter sur leurs propres moyens. Elles recrutent moins, investissent moins et retardent leur passage à l'échelle.

Le deuxième verrou est plus banal, mais parfois plus destructeur : les délais de paiement. Une PME peut vendre, livrer, facturer... puis attendre. Attendre trop longtemps. Cette attente transforme une réussite commerciale en crise de trésorerie. L'entreprise productive devient alors le banquier involontaire de ses clients, souvent plus grands et plus puissants. Elle finance les autres au lieu de financer sa propre croissance.

Le troisième verrou est la concurrence. Lorsque certains marchés sont dominés par quelques acteurs ou protégés par des règles d'entrée complexes, les nouveaux entrants ont du mal à s'imposer. L'entreprise efficace ne gagne pas toujours contre l'entreprise bien installée. Cela affaiblit l'innovation, décourage l'investissement et limite la création d'emplois.

Ces obstacles ont une conséquence directe : le Maroc ne manque pas seulement d'entrepreneurs, il manque d'entreprises qui peuvent respirer. Une PME qui n'a pas de crédit, qui attend ses paiements et qui affronte des marchés verrouillés ne recrute pas. Elle se protège. Elle limite ses charges. Elle externalise. Elle évite parfois le formel.



C'est ainsi que l'économie perd des emplois avant même qu'ils ne soient créés. Chaque retard de paiement peut reporter une embauche. Chaque crédit refusé peut annuler un investissement. Chaque barrière à l'entrée peut empêcher une jeune entreprise de devenir un acteur national.

La solution exige une discipline économique nouvelle. Les délais de paiement doivent être combattus comme un frein majeur à l'emploi. L'accès au financement doit mieux distinguer les entreprises à potentiel des simples situations patrimoniales. La concurrence doit être protégée non comme une doctrine abstraite, mais comme une condition concrète de création d'emplois.



Le Maroc a besoin de bons employeurs. Mais les bons employeurs ne naissent pas dans un désert financier, administratif et concurrentiel. Ils naissent dans un système où l'effort est récompensé, où les règles sont claires, où les paiements arrivent à temps, où le crédit accompagne la croissance, et où la productivité compte davantage que la position acquise.

Si le pays veut vraiment transformer la croissance en emplois, il doit commencer par libérer ceux qui savent déjà créer de la valeur. Car parfois, l'emploi ne manque pas parce que les entreprises ne veulent pas embaucher. Il manque parce qu'elles n'en ont pas les moyens.

1,7 MILLION D'EMPLOIS POSSIBLES D'ICI 2035 : SCÉNARIO RÉALISTE OU PROMESSE TECHNOCRATIQUE ?

Le chiffre est spectaculaire : 1,7 million d'emplois supplémentaires et de meilleure qualité d'ici 2035. C'est l'une des projections fortes du rapport de la Banque mondiale sur la croissance et l'emploi au Maroc. Sur le papier, l'objectif donne de l'air. Dans la réalité, il oblige à une question simple : s'agit-il d'un scénario crédible ou d'une promesse technocratique de plus ?

La réponse dépend d'un mot : cohérence.

Le rapport ne dit pas que ces emplois tomberont mécaniquement du ciel. Il affirme qu'ils pourraient être créés si le Maroc combine plusieurs réformes : marchés plus concurrentiels, entreprises plus dynamiques, investissement public mieux ciblé, participation accrue des femmes et des jeunes, meilleure formation, accès au financement, réduction des délais de paiement, modernisation du marché du travail.

Autrement dit, il ne suffit pas de décréter l'emploi. Il faut aligner tout le système économique.

C'est précisément là que le Maroc est attendu. Le pays a souvent lancé de grands programmes, parfois ambitieux, parfois bien conçus, mais trop fragmentés. Une stratégie pour l'investissement ici,

une réforme de la formation là, un dispositif pour les jeunes ailleurs, un programme pour les PME à côté. Chaque pièce peut être utile. Mais si elles ne s'emboîtent pas, l'effet reste limité.

Créer 1,7 million d'emplois exige donc une rupture de méthode. Il faut évaluer chaque politique publique à l'aune de sa capacité réelle à créer des emplois formels, productifs et durables. Pas seulement des postes temporaires. Pas seulement des auto-emplois de survie. Pas seulement des chiffres administratifs. Des emplois qui paient, protègent et permettent de progresser.

Le premier levier est l'entreprise. Sans PME capables de grandir, il n'y aura pas de miracle. Les petites entreprises doivent accéder au crédit, être payées à temps, bénéficier de règles simples et affronter une concurrence loyale. Une économie dominée par des micro-structures fragiles et des grands acteurs installés ne peut pas absorber toute une génération.

Le deuxième levier est la productivité. Le Maroc doit produire plus de valeur par travailleur. Cela passe par la technologie, la formation, l'organisation, l'innovation, mais aussi par une meilleure allocation des ressources. Si les entreprises les plus productives restent bloquées tandis que les moins efficaces prospèrent grâce à leur position, les salaires resteront faibles et l'emploi peu attractif.



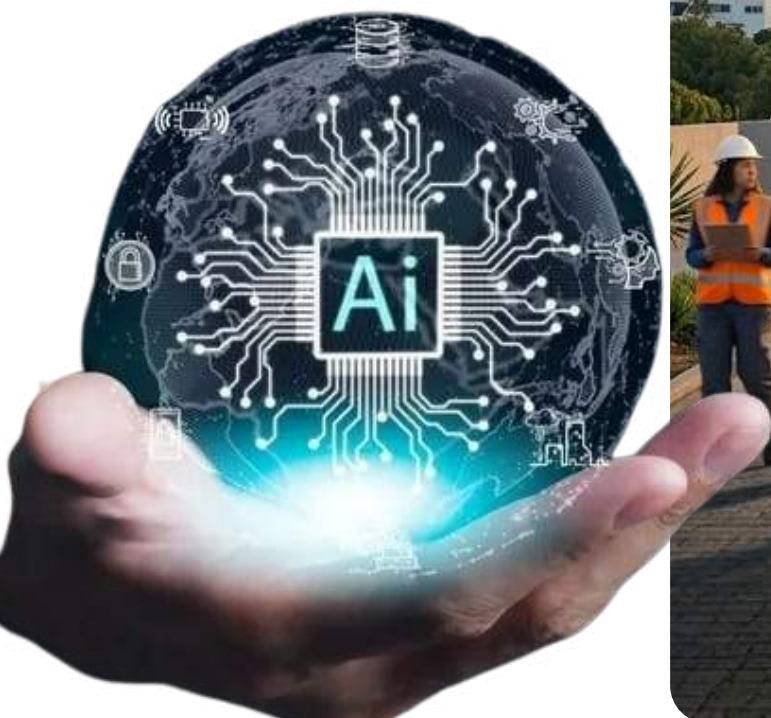
Le troisième levier est l'inclusion. Les femmes et les jeunes ne doivent plus être traités comme des catégories sociales à accompagner, mais comme des forces économiques centrales. Crèches, transport sûr, horaires flexibles, orientation, formation courte, apprentissage, programmes ciblés pour les NEET : ce sont des politiques d'emploi, pas des accessoires sociaux.

Le quatrième levier est l'État. Il doit rester stratège, mais devenir plus exigeant sur l'impact. Chaque grand investissement doit répondre à une question : quels emplois directs, indirects, locaux et durables va-t-il générer ? Sans cette discipline, le pays risque de confondre dépense et développement.

La projection de 1,7 million d'emplois n'est donc ni une illusion, ni une garantie. C'est un test. Elle dit ce qui est possible si les réformes avancent ensemble. Elle dit aussi ce qui sera perdu si chacun continue à travailler en silo.

Le Maroc n'a plus seulement besoin de croissance. Il a besoin d'une croissance qui embauche. C'est la seule manière de réconcilier les chiffres macroéconomiques avec le vécu des ménages.

Car au fond, 2035 n'est pas si loin. Et le pays sera jugé sur une question très concrète : les Marocains auront-ils seulement entendu parler de la croissance, ou auront-ils enfin vu venir les emplois ?



TRANSFORMER LA CROISSANCE EN EMPLOIS VISIBLES : LE VRAI TEST MAROCAIN D'ICI 2035

Au terme de ce dossier, une évidence s'impose : le Maroc n'a pas seulement un défi de croissance. Il a un défi de traduction. Traduire les investissements en emplois. Traduire les infrastructures en mobilité sociale. Traduire les réformes en opportunités concrètes pour les jeunes, les femmes, les travailleurs ruraux et les classes moyennes fragilisées.

Depuis plus de vingt ans, le Royaume a profondément changé. Routes, ports, industrie automobile, infrastructures ferroviaires, plateformes logistiques, programmes sociaux, montée en puissance des énergies renouvelables : le pays a avancé. Il serait injuste de nier cette transformation. Mais il serait tout aussi dangereux d'ignorer l'autre réalité : beaucoup de Marocains ne ressentent pas encore cette modernisation dans leur propre trajectoire professionnelle.

Le grand malaise du marché du travail marocain vient précisément de ce décalage. Une économie peut croître sans créer assez d'emplois. Elle peut attirer des investissements sans absorber suffisamment sa jeunesse. Elle peut afficher des ambitions internationales tout en laissant s'installer une fatigue sociale silencieuse.

Cette fatigue prend plusieurs visages. Celui du diplômé qui accepte un emploi très en dessous de ses qualifications. Celui de la femme qualifiée qui renonce à travailler faute de conditions adaptées. Celui du jeune NEET qui sort progressivement du radar économique. Celui du petit entrepreneur étranglé par les délais de paiement. Celui du travailleur rural poussé vers les périphéries urbaines après plusieurs saisons de sécheresse. Celui aussi du salarié informel qui travaille sans protection et sans horizon clair.

Le risque est connu : lorsqu'une société cesse de croire que le travail permet réellement d'avancer, la confiance collective se fragilise. Le contrat implicite entre effort et mobilité sociale commence alors à se fissurer.

Pourtant, le Maroc dispose encore d'atouts considérables. Une position géographique stratégique. Une stabilité relative dans une région instable. Une jeunesse nombreuse. Des infrastructures déjà solides. Une capacité industrielle en progression. Une diaspora puissante. Une ouverture internationale réelle. Le problème n'est donc pas l'absence de potentiel. Le problème est la capacité à transformer ce potentiel en emplois massifs, productifs et dignes.



C'est là que le prochain cycle économique marocain sera jugé.

Le pays devra faire des choix clairs. Continuer à investir, oui, mais avec une obsession nouvelle : l'impact sur l'emploi. Soutenir les entreprises, oui, mais en privilégiant celles qui créent réellement de la valeur et recrutent durablement. Réformer le marché du travail, oui, mais sans précariser davantage les travailleurs. Encourager l'entrepreneuriat, oui, mais au-delà des slogans et des micro-activités de survie.

Le Maroc devra aussi changer son regard sur certaines catégories longtemps sous-utilisées. Les femmes ne sont pas un "sujet social" secondaire : elles représentent un levier économique majeur. Les jeunes ne sont pas un problème démographique : ils sont une force productive potentielle. Le rural ne peut plus être traité comme une périphérie économique condamnée à l'exode.

Enfin, une vérité traverse tout ce dossier : le pays ne pourra pas construire un avenir solide avec une croissance qui reste trop faiblement créatrice d'emplois. Les grands événements, les investissements géants et les indicateurs macroéconomiques ne suffiront pas à eux seuls à stabiliser le contrat social.

D'ici 2035, le Maroc devra répondre à une question historique : veut-il être un pays qui affiche la croissance, ou un pays qui distribue réellement les opportunités ?

Car au fond, le vrai succès économique ne se mesure pas seulement en milliards investis, en kilomètres d'autoroutes ou en taux de croissance. Il se mesure dans la capacité d'un jeune à trouver sa place, d'une femme à travailler dignement, d'une PME à grandir, d'un salarié à vivre correctement de son travail.

C'est là que se jouera la prochaine décennie marocaine.

Et c'est peut-être là, finalement, que commence la vraie bataille du développement.



By Lady



LE MONDE EN CHIFFRES

Lisez ECOBUSINESS sur PressPlus et accédez à une analyse approfondie de l'actualité économique marocaine et internationale.

www.pressplus.ma

